

25 janvier 2019

## COMMUNIQUE DE PRESSE



# LE GRAND DEBAT DEVRA COMPTER SUR LES SOLUTIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Au début du mois de décembre dernier, les organisations et entreprises rassemblées au sein d'ESS France rappelaient combien le contexte croissant de crises sociales et démocratiques ne faisait qu'illustrer l'urgence sociale à laquelle elles sont régulièrement confrontées, dont elles ont souvent alerté les pouvoirs publics, sans avoir été toujours entendues. Enracinés au plus près de nos concitoyens grâce à nos formes démocratiques et participatives, nos organismes et entreprises (associations, mutuelles, coopératives, fondations et entreprises sociales) sont aussi engagés quotidiennement dans la création, le maintien ou le développement du lien social ou d'emplois dans les territoires fragiles. **Nous avons la conviction que l'ESS fait partie des solutions pour répondre durablement et efficacement à la crise de longue durée qui frappe notre pays.** Selon les principes qui la définissent, elle rend possible, par des projets collectifs et par l'essor d'une nouvelle citoyenneté économique, un autre modèle de développement plus équilibré et plus durable, favorisant la nécessaire mutation des modes de production, de redistribution et de consommation pour préserver l'environnement et réduire les inégalités.

**Il faut pour cela une reconnaissance pleine et entière de l'ESS dans toutes ses composantes et dans la diversité de leurs formes et actions.** Le Gouvernement doit enfin prendre la mesure interministérielle de leurs enjeux et problématiques de tous ordres (législatifs et réglementaires, financiers et fiscaux), et remettre sur l'ouvrage et dans la concertation le « pacte de croissance » présenté fin novembre dernier, dont le contenu doit impérativement considérer les propositions des organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire française, qui sont en prise avec la situation sociale et qui agissent prioritairement pour une juste répartition des richesses. Dans ce contexte, en tant que composantes de la société civile organisée et acteurs économiques représentant près de 15% de l'emploi privé en France, **ESS France avec ses membres souhaite que le « grand débat » soit utile pour entendre les problèmes de nos concitoyens et pour leur trouver des réponses justes et solidaires.** Nous appelons cependant le pouvoir exécutif à ne pas s'enfermer dans les modalités d'un débat qui exclurait l'expression des corps intermédiaires, ou qui réduirait la parole citoyenne à la seule réponse à un questionnaire formaté ou à la participation à une réunion. L'histoire sociale de notre pays ne repose pas sur l'addition des individualités de nos concitoyens, mais au contraire sur leur capacité à s'organiser et à construire des trajectoires collectives : il est nécessaire d'en faire une force pour l'avenir.

Consciente des enjeux, **l'ESS française participera à ce « grand débat »** car elle croit profondément à l'implication de chacun dans la recherche de solutions adéquates à la situation économique et sociale ; elle contribuera cependant et exclusivement aux thèmes qui lui semblent directement en lien avec celle-ci. **Les désaccords que nous avons avec certaines questions mises en débat par la lettre du Président de la République, ou les regrets quant à l'absence d'autres comme la santé et l'accès aux soins, s'ajoutent aux incertitudes quant à l'issue de la procédure pour nous empêcher de nous inscrire pleinement dans le cadre formel.** Nous comptons sur les « garants » de ce débat, parmi lesquels Nadia BELLAOUI, secrétaire générale de la Ligue de l'Enseignement et ancienne présidente du Mouvement Associatif, pour nous rassurer sur le traitement de nos contributions que nous rendrons publiques au mois d'avril.

CONTACT : 01 53 31 39 80 / [contact@ess-france.org](mailto:contact@ess-france.org)

